

Services partagés Canada

État des résultats prospectif

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025



Services partagés
Canada

Shared Services
Canada

Canada

La force derrière la technologie de pointe au gouvernement

Cette publication est également offerte par voie électronique sur [le site Web de Services partagés Canada](#).

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur de Services partagés Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de l'État en communiquant avec Services partagés Canada à information@ssc-spc.gc.ca.

© Sa Majesté du chef du Canada, représentée par la ministre responsable de Services partagés Canada, 2024

État des résultats prospectif - Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025

Catalogue No. P115-10F-PDF

ISSN 2818-0836

Issued also in English under title: **Future-Oriented Statement of Operations - For the year ending March 31, 2025**

Catalogue No. P115-10E-PDF

ISSN 2818-0828

Services partagés Canada
État des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars
(en milliers de dollars)

	Résultats projetés 2023-2024	Résultats prévus 2024-2025
Charges		
Opérations communes de TI du gouvernement du Canada	3 632 751	3 167 202
Services internes	335 913	327 204
Total des charges	3 968 664	3 494 406
Revenus		
Vente de biens et services	864 547	864 547
Revenus divers	958	497
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(11 580)	(11 573)
Total des revenus	853 925	853 471
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 114 739	2 640 935

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état des résultats prospectif.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le Plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2023-2024 ont été calculés sur la base des autorisations ministérielles disponibles. Compte tenu de cela, il est prévu que les dépenses et les revenus réels soient plus élevés, en alignement avec les revenus réels perçus. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2024-2025.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités du ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent.
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- Les résultats prévus incluent des opérations pour lesquelles il y a une assurance raisonnable que les autorisations appropriées soient obtenues.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 29 janvier 2024.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2023-2024 et pour 2024-2025, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, Services partagés Canada (SPC) a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique sont entre autres :

- le moment et le montant des acquisitions et des aliénations d'immobilisations corporelles qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- la conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les débiteurs;
- les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement, telles que des nouvelles initiatives ou des rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel sera déposé au Parlement, SPC ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2023-2024, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Charges

Les charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou que les services sont rendus et comprennent les charges liées au personnel, aux services professionnels et spéciaux, à la réparation et l'entretien, aux services publics, aux fournitures et approvisionnements ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les charges incluent également des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, tels que la provision pour créances douteuses ainsi que l'utilisation des charges payées d'avance et autres.

b) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice où se produit l'événement qui donne lieu aux revenus.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de SPC. Bien que l'on s'attende à ce que le président maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de SPC.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

4. Autorisations parlementaires

SPC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à SPC ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de SPC pour l'exercice diffère selon qu'il est présenté selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats projetés 2023-2024	Résultats prévus 2024-2025
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 114 739	2 640 935
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(359 255)	(337 046)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements	(310)	(1 898)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(120 624)	(115 372)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(6 763)	5 514
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(2 375)	1 936
Dépense pour mauvaises créances	(1 377)	-
Recouvrements et ajustements de charges d'exercices antérieurs	6 252	7 029
Autres	924	471
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations	(483 528)	(439 366)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	318 796	216 855
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	68 064	50 646
Paiements sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	3 907	4 052
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(43 947)	6 918
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	346 820	278 471
Autorisations demandées prévues pour être utilisées	2 978 031	2 480 040

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

b) Autorisations fournies/demandées

	Résultats projetés 2023-2024	Résultats prévus 2024-2025
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies/demandées:		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	2 517 577	2 147 685
Crédit 5 – Dépenses en capital	330 766	211 553
Montants législatifs	129 688	120 802
Autorisations demandées prévues pour être utilisées	2 978 031	2 480 040